



## Conjoncture outre-mer en 2011

Le Directeur général des instituts a donné une conférence de presse à Paris le 16 mars 2012 sur la « conjoncture outre-mer en 2011 ».

Alors que l'an dernier, lors de cette même conférence de presse, il était possible de dresser un constat global à peu près convergent pour l'ensemble de l'outre-mer, la situation à fin 2011 est beaucoup plus contrastée. On peut tout au plus identifier quelques tendances par zone géographique : les **Départements français d'Amérique (DFA)** sont la zone la mieux orientée, avec la Guyane dynamique, la Guadeloupe en amélioration et la Martinique un peu en retrait ; **dans l'Océan Indien, La Réunion et Mayotte fléchissent nettement en fin d'année, ce mouvement étant, à Mayotte, accentué par les événements sociaux** ; les évolutions sont toujours divergentes dans l'Océan Pacifique avec, d'un côté, la Polynésie qui ne se redresse pas et, de l'autre, la Nouvelle-Calédonie dont l'activité est encore favorable.

La hausse des prix est généralement contenue et la dégradation du marché du travail se poursuit dans la quasi-totalité des géographies ultramarines, mais à un rythme moindre que les années précédentes.

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

### La vie chère en outre-mer : une fatalité ?

La vie chère en outre-mer et les enjeux de la zone économique exclusive sont les deux thèmes de travail retenus par la Délégation sénatoriale à l'outre-mer pour la session parlementaire. Pour la Délégation, la vie chère « illustre la vulnérabilité des collectivités ultramarines où les populations sont tout particulièrement exposées à un coût de vie élevé et à des taux de chômage record suscitant périodiquement des troubles sociaux graves ». Dans ce cadre, la Délégation a auditionné fin mars et début avril 2012 **diverses personnalités qualifiées, dont l'IEDOM, susceptibles de lui apporter un éclairage pour la poursuite de ses travaux.**

### Séminaire CEROM

Les partenaires CEROM (AFD, INSEE, IEDOM, IEOM, ISPF, ISEE) se sont retrouvés les 22 et 23 mars 2012 à Libourne pour leur séminaire technique. Cette réunion, qui a lieu tous les deux ans, a rassemblé une quarantaine de participants qui ont échangé sur **des thématiques aussi variées que les outils d'analyse de la conjoncture, les comparaisons des comptes rapides** et des comptes définitifs ou les déterminants des échanges régionaux. Pour plus de détails [www.cerom-outremer.fr](http://www.cerom-outremer.fr)

### Lutte contre le blanchiment

En 2011, Tracfin a reçu et analysé 24 090 informations, soit une hausse de 19 % par rapport à 2010. 98 % des informations reçues sont le fait de professionnels assujettis au dispositif de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Les informations émises par ces professionnels (22 856) sont en hausse de 19 % par rapport à 2010 et celles en provenance des **administrations d'Etat et assimilés et autorités de contrôle de 15 % (385 informations)**. Afin de vérifier la pertinence des informations reçues, Tracfin a mené **26 091 actes d'investigations contre 15 116 en 2010.**

**1064 notes ont été transmises dont 495 à l'Autorité judiciaire (+23 % par rapport à 2010) et 569 aux administrations partenaires.**

Le service a reçu 849 demandes de renseignement de ses homologues étrangers (+19 %) et leur a adressé 1 485 demandes (+29%).

### Dossier législatif

Le projet de loi, adopté en Conseil des ministres du 28 mars 2012, pour ratification de l'ordonnance n°2011-1920 du 22 décembre 2011 et portant adaptation du code monétaire et financier et du code des douanes à la suite du changement de statut de la collectivité de Saint-Barthélemy vis-à-vis de l'Union européenne, a été déposé sur les bureaux du Sénat.

Le texte est disponible en téléchargement sur [www.senat.fr](http://www.senat.fr).

### Publications de l'IEDOM

**L'économie de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion, de Mayotte, de Saint-Pierre-et-Miquelon en 2011**, Note expresse série « Portrait », n° 145, 146, 147, 148, 149, 150. Ces études sont disponibles en téléchargement sur notre site Internet : [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

# ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

## Indicateurs de vulnérabilité des ménages

En février 2012, le Fichier central des chèques (FCC) de la Banque de France a enregistré dix-huit incidents de paiement sur chèques. En revanche un seul retrait de carte bancaire a été recensé. Enfin, l'archipel comptait 19 personnes physiques en situation d'interdiction bancaire, soit 3 de moins qu'en février 2011.

## Surendettement

Aucune déclaration de surendettement n'a été déposée auprès de la commission d'examen des situations de surendettement de Saint-Pierre-et-Miquelon depuis décembre 2007.

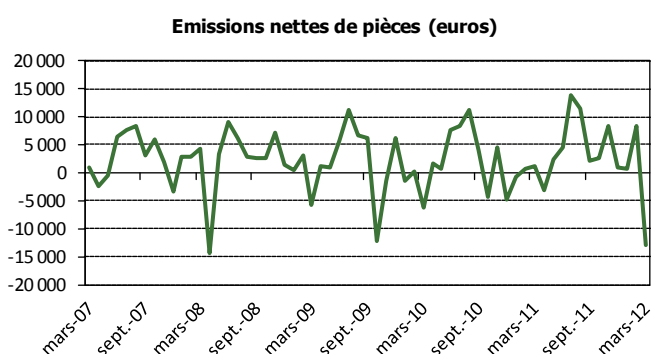
## Opérations de compensation

Le volume des chèques présentés à la compensation au cours du premier trimestre 2012 recule d'un tiers par rapport à la même période de l'année précédente, tandis que les montants échangés progressent de 1,3%. La tendance est similaire pour les virements : le nombre de virements transitant par la chambre de compensation de l'IEDOM est en baisse d'un tiers également, mais les montants affichent une progression de 56,1%. Enfin, aucune demande de prélèvement n'a été enregistrée au cours du premier trimestre 2012, ce type d'opération ne transitant plus par la chambre de compensation de l'IEDOM.

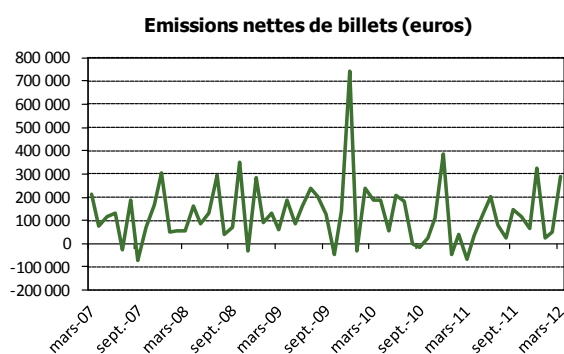
		1er trimestre 2012	Variation T de A-1	Variation T-1
Chèques	Volume	20 058	-34,2%	-38,0%
	Valeur	15 113 894	1,3%	14,2%
Virements	Volume	393	-32,0%	3,7%
	Valeur	659 690	56,1%	-5,4%

## Circulation fiduciaire

Fin mars 2012, les émissions nettes cumulées de billets (pré-alimentation de décembre 2001 comprise) s'élevaient à 15,8 millions d'euros (pour un volume de 420 890 billets), en hausse de 10,3% sur un an. Pour leur part, les émissions nettes cumulées de pièces (pré-alimentation comprise) s'établissaient à 0,490 million d'euros (pour un volume de 2,692 millions de pièces), en progression de 10,6% en glissement annuel.



Source : IEDOM



Source : IEDOM

# BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

## Participation de l'archipel au 10<sup>e</sup> Forum PTOM-UE

Bruxelles a accueilli le 10<sup>e</sup> Forum PTOM-Union européenne du 23 au 26 janvier, auquel participait l'OCTA (Overseas countries & territories association). L'archipel a intégré cette association à la fin de l'année 2011 et en assure désormais la vice-présidence. Lors de ce forum, l'OCTA a insisté sur la prise en compte de l'intérêt des PTOM dans les négociations des traités de libre-échange. Saint-Pierre-et-Miquelon est à ce titre directement concerné par les négociations actuelles entre l'UE et le Canada.

## Hausse du prix des produits pétroliers

En raison de la hausse persistante du cours du baril de pétrole brut, la Préfecture a réajusté les prix de vente des produits pétroliers sur l'archipel. Selon l'arrêté du 3 février, le prix du fioul domestique est relevé de 5 centimes pour atteindre 74 centimes le litre, l'essence progresse de 8 centimes (1,36€/litre pour l'essence ordinaire et 1,39€/litre pour l'essence extra), tandis que le gazole enregistre la plus forte hausse : 11 centimes pour le gazole pris à la pompe (1,02€/litre) et 13 centimes pour celui livré par camion (1,00€/litre).

## Dépollution de l'ancienne usine de transformation des produits de la mer SPM Seafoods

Les opérations de transfert des six tonnes d'ammoniac des installations frigorifiques de l'ancienne usine SPM Seafoods à destination de Saint-Priest (Rhône) via le Canada et les Pays-Bas ont été effectuées fin février. L'opération était dirigée par l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) et mandatée par la Préfecture de Saint-Pierre-et-Miquelon, pour un montant proche de 200 000 euros. Cette décision fait suite à la détection de fuites d'ammoniac en août 2011 qui avaient nécessité l'arrêt des installations frigorifiques et la destruction de 90 tonnes de poisson congelé.

## Revalorisation du revenu de solidarité en outre-mer

Le revenu de solidarité (RSO), qui concerne les personnes âgées de plus de 55 ans, est revalorisé de 1,7 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 selon un décret publié au Journal officiel du 28 mars. Il passe ainsi de 483,81 euros à 492,03 euros.

## Réunion du comité consultatif franco-canadien

Le 18<sup>e</sup> comité consultatif franco-canadien pour les questions relatives à la pêche s'est réuni les 29 et 30 mars à Paris. L'ordre du jour portait sur l'analyse du bilan des prises de la saison 2011-2012 ainsi que sur l'état des stocks de ressources halieutiques. Par ailleurs les quotas pour Saint-Pierre-et-Miquelon ont été reconduits à l'identique pour la saison prochaine.

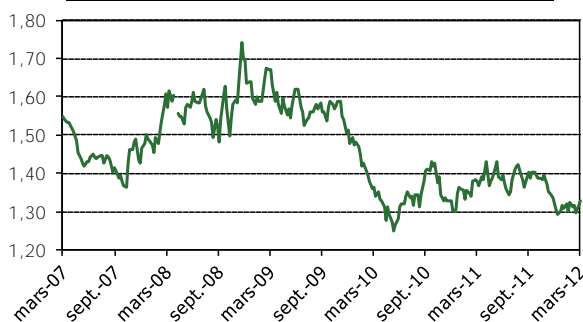
## Nouvelles avancées dans le cadre de la coopération régionale

Le comité administratif de la 14<sup>e</sup> commission mixte de coopération régionale s'est réuni à Grand-Pré en Nouvelle-Ecosse le 3 avril. Ce comité, coprésidé par le Préfet de Saint-Pierre-et-Miquelon et le Directeur général commerce et investissement de l'APECA, avait pour mission de prendre connaissance des différents projets élaborés par les six sous-comités de travail. Près de 30 projets ont été présentés dans des secteurs très divers (tourisme, santé, sécurité, environnement...). Le budget total mis à disposition du comité pour financer ces projets s'élève à 230 000 euros.

## Appréciation du dollar canadien par rapport à l'euro

Après une année 2011 marquée par une stabilisation du taux de change du dollar canadien par rapport à l'euro, le premier trimestre 2012 se caractérise par une appréciation du cours de la devise canadienne, l'euro reculant de 4,8% en moyenne mensuelle par rapport à décembre 2011. Le taux de change s'établit ainsi à 1,3121 CAN/EUR en moyenne en mars 2012 contre 1,3481 CAN/EUR en décembre 2011.

Taux de change du dollar canadien pour un euro



Source : banque-france.fr

## LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ % trimestre précédent	Glissement annuel
<b>Prix</b> (Source : Préfecture)	Prix à la <b>consommation</b> – 4 <sup>e</sup> trimestre 2011	-	+0,26%	+3,61% <i>Par rapport à Décembre 2010</i>
		Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
<b>Emploi</b> (Source : DCSTEP)	<b>Nombre de demandeurs d'emploi (catégorie 1)</b> Janvier 2012 :	267	+25,9%	-11,9%
	<b>Nombre de demandeurs d'emplois en fin de mois indemnisés</b> Janvier 2012 :	277	+62,0%	+2,6%
	<b>Indicateur mensuel moyen de chômage</b> Janvier 2012 :	8,4%	-	-
<b>RSA</b> (Source : CPS)	Nombre de <b>bénéficiaires</b> - fin février 2012 :	40	+2,6%	+42,9%
	Nombre de <b>personnes à charge</b> - fin février 2012 :	78	+4,0%	+73,3%
<b>Commerce extérieur</b> (mouvements réels + mouvements d'entrepôt) (Source : Douanes)	<b>Importations (milliers d'euros)</b> Décembre 2011 :	5 195	-29,6%	-22,4%
	Cumul annuel :	79 134	-	+7,2%
	<b>Exportations (milliers d'euros)</b> Décembre 2011 :	273	-	+17,7%
	Cumul annuel :	1 866	-	-56,6%
	<b>Déficit commercial (milliers d'euros)</b> Décembre 2011 :	4 922	-	-
	Cumul annuel :	77 268	-	+11,1%

## LES SECTEURS D'ACTIVITE

		Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
<b>Pêche industrielle</b> (Source : DTAM)	<b>Débarquements</b> (en tonnes) Entre novembre 2011 et mars 2012	816	-	-24,4%
	<b>Pêche artisanale</b> (Source : DTAM)	<b>Débarquements</b> (en tonnes) Entre avril 2011 et mars 2012	1 291	-
<b>Trafic aéroportuaire</b> Aéroport de Saint-Pierre (Source : Aviation civile)	<b>Nombre de passagers (arrivées + départs)</b> Février 2012 :	2 393	+20,3%	+9,7%
	Cumul annuel :	4 382	-	-6,7%
	<b>Mouvements d'avions</b> Février 2012 :	259	+63,9%	-5,5%
	Cumul annuel :	417	-	-6,5%
	<b>Fret et envois postaux (en tonnes)</b> Février 2012 :	13 773	-11,3%	-14,6%
	Cumul annuel :	25 986	-	-16,2%

**Taux directeurs de la Banque centrale européenne**

<b>Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème</b>	<b>1,00%</b>	<b>14/12/2011</b>
<b>Taux de la facilité de prêt marginal</b>	<b>1,75%</b>	<b>14/12/2011</b>
<b>Taux de la facilité de dépôt</b>	<b>0,25%</b>	<b>14/12/2011</b>

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)				
ANNEE 2012	0,71%	JO du 08/02/12	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE 2011	0,38%	JO du 03/02/11	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

\* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Mars 2012)			
Décembre	Janvier	Février	Mars	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,6168%	0,3877%	0,3662%	0,3587%	0,4690%	0,8600%	1,1660%	1,5000%

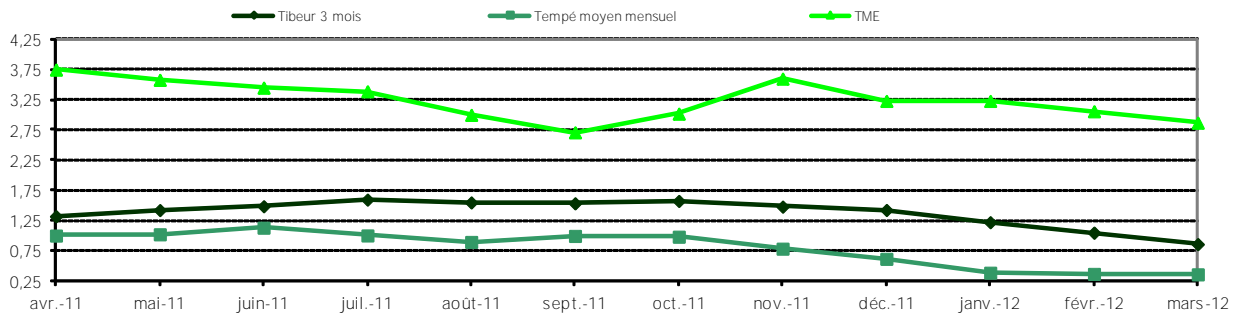
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Décembre	Janvier	Février	Mars	Décembre	Janvier	Février	Mars
3,23%	3,23%	3,06%	2,87%	3,43%	3,43%	3,26%	3,07%

**Taux de l'usure (applicable au deuxième trimestre 2012)**

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure		Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	<b>14,81%</b>
Prêts à taux fixe	<b>6,32%</b>	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	<b>10,93%</b>
Prêts à taux variable	<b>5,88%</b>	<b>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	
Prêts-relais	<b>6,48%</b>	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	<b>8,99%</b>
<b>Autres prêts</b>		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	<b>5,35%</b>
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	<b>20,56%</b>	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	<b>6,37%</b>
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	<b>19,15%</b>	Découverts en compte (1)	<b>13,67%</b>
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	<b>15,27%</b>	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	<b>6,49%</b>
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	<b>17,15%</b>	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	<b>13,27%</b>	Découverts en compte (1)	<b>13,67%</b>

( 1 ) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

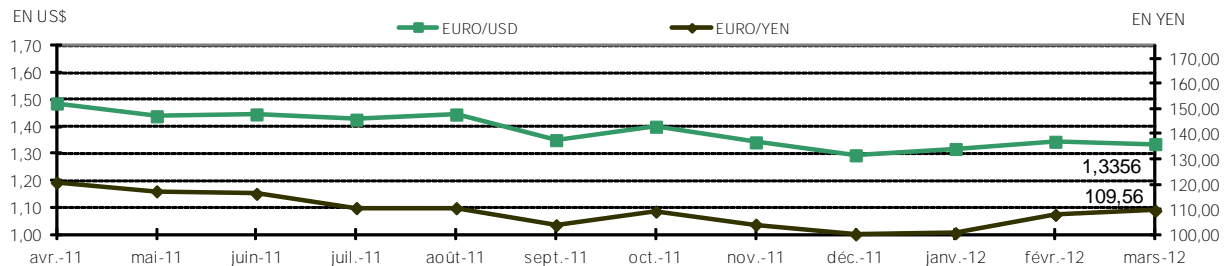
**Taux des marchés monétaires et obligataires**



**Taux de change (dernier cours fin de mois)**

<b>EURO/USD (Etats-Unis)</b>	<b>1,3356</b>	<b>EURO/ZAR (Afrique du sud)</b>	<b>10,2322</b>	<b>EURO/SRD (Surinam)</b>	<b>4,40300</b>
<b>EURO/JPY (Japon)</b>	<b>109,5600</b>	<b>EURO/BWP (Botswana)</b>	<b>9,69310</b>	<b>EURO/ANG (Ant. Néerl.)</b>	<b>2,38830</b>
<b>EURO/CAD (Canada)</b>	<b>1,3311</b>	<b>EURO/SCR (Seychelles)</b>	<b>18,6810</b>	<b>EURO/DOP (Rép. Dom.)</b>	<b>52,1425</b>
<b>EURO/GBP (Grande-Bretagne)</b>	<b>0,83390</b>	<b>EURO/MUR (Maurice)</b>	<b>38,6266</b>	<b>EURO/BBD (La Barbade)</b>	<b>2,66850</b>
<b>EURO/SGD (Singapour)</b>	<b>1,6775</b>	<b>EURO/BRL (Brésil)</b>	<b>2,4323</b>	<b>EURO/TTD (Trinité et Tobago)</b>	<b>8,56000</b>
<b>EURO/HKD (Hong-Kong)</b>	<b>10,3705</b>	<b>EURO/VEF (Vénézuéla)</b>	<b>5,73020</b>	<b>EURO/XPF (COM Pacifique)</b>	<b>119,33170</b>
<b>EURO/MGA (Madagascar)</b>	<b>2826,6087</b>	<b>EURO/XCD (Dominique)</b>	<b>3,6025</b>	<b>EURO/FC (Comores)</b>	<b>491,96775</b>

**Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)**



**Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro**

<b>1 EURO =</b>	<b>40,3399 BEF</b>	<b>6,55957 FRF</b>	<b>40,3399 LUF</b>	<b>200,482 PTE</b>	<b>15,6466 EEK</b>
	<b>1,95583 DEM</b>	<b>0,787564 IEP</b>	<b>2,20371 NLG</b>	<b>5,94573 FIM</b>	
	<b>166,386 ESP</b>	<b>1936,27 ITL</b>	<b>13,7603 ATS</b>	<b>340,750 GRD</b>	
	<b>239,640 SIT</b>	<b>0,585274 CYP</b>	<b>0,429300 MTL</b>	<b>30,1260 SKK</b>	